

NICOLAS MIGUET ET ASSOCIES
Société Anonyme au capital de 1 308 091,91 euros
Siège social : Moulin de la Tour Grise
27130 VERNEUIL SUR AVRE
438 055 253 RCS EVREUX

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle pour vous rendre compte de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2011 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R.225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

***** RAPPORT SUR LA SOCIETE *****

Présentation des états financiers.

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, tant au niveau de la présentation des comptes qu'à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La situation de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le tableau ci-dessous, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent :

BILAN ACTIF	31/12/2011	31/12/2010	Ecart %
Immobilisations incorporelles	198	198	0.00
Immobilisations financières	5 356 564	5 356 564	0.00
ACTIF IMMOBILISE	5 356 763	5 356 763	0.00
Avances et acomptes sur commandes	927	906	2.32
Créances diverses	913 708	890 187	2.64
Disponibilités	920 458	1 211 840	-24.04
ACTIF CIRCULANT	1 835 093	2 102 933	-12.74
TOTAL ACTIF	7 191 855	7 459 696	-3.59
BILAN PASSIF			
Capital social	1 308 092	1 308 092	0.00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 184 939	3 184 939	0.00
Réserve légale	145 517	145 517	0.00
Report à nouveau	487 645	411 784	18.42
Résultat de l'exercice	42 841	75 861	-43.53
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	5 169 034	5 126 193	0.84
Provisions pour risques et charges	775 828	775 828	0.00
Dettes	1 246 994	1 557 675	-19.95
TOTAL DETTES	1 246 994	1 557 675	-19.95
TOTAL PASSIF	7 191 855	7 459 696	-3.59

L'activité de la société au cours de l'exercice se trouve résumée dans le tableau qui suit, regroupant les postes les plus significatifs du compte de résultat, ainsi que leur évolution par rapport à l'exercice précédent :

COMPTE DE RESULTAT Durée	31/12/2011 12 mois	31/12/2010 12 mois	Ecart %
Chiffre d'affaires net (hors taxes)	56 500	59 250	-4.64
Coût des achats et charges externes	99 252	95 605	3.81
VALEUR AJOUTEE	-42 752	-36 355	-17.60
Impôts, taxes et versements assimilés	739	349	111.75
Charges de personnel	1 800	14 194	-87.32
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-45 291	-50 898	11.02
Autres produits	35 610	72	NS
Autres charges	30 001	30 000	0.00
RESULTAT D'EXPLOITATION	-39 683	-80 826	50.90
Résultat financier	-21 752	122 657	-117.73
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-61 435	41 831	-246.87
Résultat exceptionnel	0	-2 221	-100.00
Impôt sur les bénéfices	-104 276	-36 251	-187.65
RESULTAT NET COMPTABLE	42 841	75 861	-43.53

Situation et activité de la société au cours de l'exercice

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 56 500 € contre 59 250 € pour l'exercice précédent, soit une diminution de 5 %.

Le total des charges d'exploitation ressort à 131 792 €.

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 14 194 € à 1 800 €, soit une diminution de 87 %.

Le résultat d'exploitation ressort à -39 683 € contre -80 826 € pour l'exercice précédent, marquant une progression de 51 %.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice s'élève à une somme de -104 276 €.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de 42 841 €.

Ce résultat se trouve en régression de -44 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de 75 861 €.

Résultats de l'activité, progrès réalisés, difficultés rencontrées, évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Les perspectives sont favorables.

Délais de paiement des fournisseurs

Les comptes fournisseurs, à la clôture de l'exercice, ne comprennent aucune dette échue.

La Société règle les factures de ses fournisseurs dans des délais qui ne dépassent pas soixante jours.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Rien de particulier ne nous semble devoir être signalé sur ce plan.

Activité de la société en matière de recherche et développement.

Notre société n'a pas comptabilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice écoulé.

Prises de participations.

Aucune prise de participation n'est intervenue au cours de l'exercice.

Filiales et participations.

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

Activité des filiales.

Nous compléterons toutefois ces indications par les éléments suivants :

La société LE QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS, filiale à 99,55 %, a réalisé un chiffre d'affaires de 4 357 646 euros et un bénéfice de 385 195 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Informations sur les mandataires sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous précisons, pour chacun des mandataires sociaux, la rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé, par la société elle-même ou par des sociétés contrôlées au sens de l'article L.223-16 dudit Code de commerce, ainsi que la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par ces mandataires :

- **Monsieur Nicolas MIGUET**, président du conseil d'administration et directeur général,
 - Activités exercées dans d'autres sociétés :
 - Président directeur général de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA
 - Gérant de la SOCIETE CIVILE DE LA TOUR GRISE
 - Gérant de la SARL LE NOUVEAU QUOTIDIEN DE PARIS
 - Gérant de la SARL IMMOBILIERE N MIGUET, à compter du 26 décembre 2011
 - Rémunérations versées ou avantages reçus : néant
 - Rémunérations versées ou avantages reçus dans d'autres sociétés : néant
 - Avantages reçus de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA : jetons de présence pour un montant de 10 000 euros.
- **Monsieur François MIGUET**, administrateur jusqu'au 8 décembre 2011
 - Activités exercées dans d'autres sociétés :
 - Administrateur de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA, jusqu'au 8 décembre 2011
 - Gérant de la SARL IMMOBILIERE N MIGUET, jusqu'au 26 décembre 2011
 - Rémunérations versées ou avantages reçus : jetons de présence pour un montant de 15 000 euros,
 - Rémunérations versées ou avantages reçus de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA : jetons de présence pour un montant de 10 000 euros.
- **Mademoiselle Marie MIGUET**, administrateur jusqu'au 9 décembre 2011
 - Activités exercées dans d'autres sociétés :
 - Administrateur de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA, jusqu'au 9 décembre 2011
 - Rémunérations versées ou avantages reçus : jetons de présence pour un montant de 15 000 euros,
 - Rémunérations versées ou avantages reçus de QUOTIDIEN DE PARIS EDITIONS SA : jetons de présence pour un montant de 10 000 euros.

Détention du capital social par les salariés.

Conformément à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous précisons que le personnel salarié de la société ne détient pas de participation dans le capital de la société à la date de clôture de l'exercice.

Proposition d'affectation du résultat.

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice de 42 840,92 euros, que nous vous proposons d'affecter en totalité au compte « report à nouveau ».

Rappel des dividendes antérieurement distribués.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

Jetons de présence au conseil d'administration.

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 40 000 euros.

***** RAPPORT SUR LE GROUPE *****

Comptes consolidés.

Notre société établissant des comptes consolidés, ces derniers sont soumis à votre approbation, conformément à l'article L.225-100 al.3 du Code de commerce, modifié par la loi n°2001-420 du 15 mai 2001.

En conséquence, vous trouverez ci-dessous les comptes consolidés du groupe, arrêtés au 31 décembre 2011, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et l'annexe, ainsi que le rapport sur la gestion du groupe et le rapport établi par les commissaires aux comptes sur ces comptes et ce rapport de gestion.

BILAN ACTIF CONSOLIDE	31/12/2011	31/12/2010	Ecart %
Immobilisations incorporelles	1 275 033	1 269 637	0.43
Immobilisations corporelles	38 443	41 932	-8.32
Immobilisations financières	212 904	214 312	-0.66
ACTIF IMMOBILISE	1 526 380	1 525 881	0.03
Stocks et en cours	57 211	156 558	-63.46
Créances diverses	2 136 274	1 659 132	28.76
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	2 446 289	3 174 154	-22.93
ACTIF CIRCULANT	4 639 774	4 989 844	-7.02
Comptes de régularisation	28 597	33 044	-13.46
TOTAL ACTIF	6 194 751	6 548 769	-5.41
BILAN PASSIF CONSOLIDE			
Capital social	1 308 092	1 308 092	0.00
Réserves consolidées, primes d'émission, de fusion	1 685 452	1 223 048	37.81
Résultat de l'exercice	264 578	459 195	-42.38
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3 258 122	2 990 335	8.96
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres	2 716	2 926	-7.18
Provisions pour risques et charges	963 925	1 087 965	-11.41
Dettes	657 356	918 602	-28.44
Comptes de régularisation	1 312 632	1 548 941	-15.26
TOTAL PASSIF	6 194 751	6 548 769	-5.41

L'activité du groupe au cours de l'exercice se trouve résumée dans le tableau qui suit, regroupant les postes les plus significatifs du compte de résultat, ainsi que leur évolution par rapport à l'exercice précédent :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	31/12/2011	31/12/2010	Ecart %
Durée	12 mois	12 mois	
Vente de marchandises	62 317	70 256	-11.30
Production vendue (hors taxes)	4 295 329	3 065 767	40.11
Transferts de charges	57 176	11 454	NA
Consommation de marchandises	61 564	70 256	-12.38
Autres achats et charges externes	3 038 375	2 165 852	40.29
Impôts, taxes et versements assimilés	13 705	20 284	-32.44
Charges de personnel	448 551	376 387	19.18
Dotations aux amortissements et provisions	15 432	12 676	21.75
Autres charges	85 427	85 035	0.46
RESULTAT D'EXPLOITATION	751 768	416 987	80.28
Résultat financier	-417 484	216 443	NA
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES	334 284	633 430	-47.23
Résultat exceptionnel	2 099	5 555	-62.22
Impôt sur les bénéfices	71 805	179 790	-60.06
Dotations écarts d'acquisition	0	0	0.00
RESULTAT NET COMPTABLE	264 578	459 195	-42.38

Notre société a pris, en octobre 2010, une participation de 40 % dans la SARL NORAC PRESSE, qui édite plusieurs publications sportives, dont l'hebdomadaire Basket News et qui constitue le seul concurrent structuré du groupe Amaury Sport (L'Equipe...). Une situation au 30 novembre 2011 fait apparaître, pour une période de 14 mois, une perte d'environ 300 K€, pour un chiffre d'affaires d'environ 3 200 K€.

Ces titres étant destinés à être cédés à une valeur supérieure à leur coût d'acquisition, aucune provision n'a été constituée.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité du groupe réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 4 357 646 € contre 3 136 023 € pour l'exercice précédent, soit une hausse de 39 %.

Le résultat d'exploitation ressort à 751 768 € contre 416 987 € pour l'exercice précédent.

Le résultat financier, d'un montant de -417 484 €, contre 216 443 € pour l'exercice précédent. Ce résultat financier est dû à l'extériorisation des moins-values latentes dans notre portefeuille de placements (réserves) alors que les plus-values latentes n'ont pas été extériorisées. Les « disponibilités et valeurs de placement » restent à un niveau très élevé et, au moment où ce rapport est rédigé, ont plus que compensé le recul de 2011.

Le résultat exceptionnel s'élève à un montant de 2 099 €, contre 5 555 € pour l'exercice précédent.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice s'élève à une somme de 71 805 €.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité du groupe sur l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de 264 578 €.

Ce résultat se trouve en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de 459 195 €.

<<<<<<<<< commentaires exercice 2011 >>>>>>>>>

Informations comptables sur la situation de notre principale filiale, Le Quotidien de Paris Editions.

L'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 4 357 646 € contre 3 136 023 € pour l'exercice précédent, soit une progression de 39 %, après déjà +11,04% en 2010 sur 2009. Le CA était de 3 622 516 € pour l'exercice 2008, soit une augmentation de +20,29 % en 2011 par rapport au dernier exercice « avant crise ».

Le total des charges d'exploitation ressort à 3 587 761 €, après dotation aux provisions et amortissements pour 15 432 €.

Le total des charges d'exploitation de 2010 ressortait à 2.649.593 €, contre 2 625 548 € en 2009, après dotation aux provisions et amortissements pour 12.676 € (contre 20 522 € en 2009).

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 362 193 € à 446 751 €, soit une progression de 23 % entre 2010 et 2011. Cette hausse ne reflète pas une situation récurrente, en effet, en 2011, Le Quotidien de Paris Editions a soldé un contentieux datant de 2007 avec un ancien collaborateur (Julien Savoy) dont le licenciement par Nicolas Martin du Nord, alors PDG, fut jugé comme abusif par le conseil des Prud'hommes et une indemnité transactionnelle a été versée lors du départ de notre secrétaire général, Eddy Brandily, qui a souhaité donner une nouvelle orientation à sa carrière. La masse salariale globale, y compris les charges sociales, était revenue de 442 236 € en 2008 à 372 239 € en 2009 puis à 362.193 € en 2010, soit une diminution de 18,1 % en deux ans;

l'effectif moyen est resté le même, soit 10 personnes. La masse salariale récurrente globale est attendue autour de 365.000 à 385.000 euros en 2012.

Le résultat d'exploitation ressort à 791 451 € contre 497 812 € pour l'exercice précédent, marquant une progression de 59 %.

Le résultat d'exploitation ressortait à 497.812 € en 2010 contre 208 818 € en 2009 et contre 767 208 € pour l'exercice 2008. Nous avons donc rattrapé et dépassé notre résultat opérationnel de 2008, malgré une forte augmentation des coûts postaux, des coûts du papier journal et des investissements dans le développement de nos sites Internet qui ont été passés en dépenses courantes en 2011. Il est tout de même remarquable de constater que, alors qu'une grande partie de nos coûts sont fixes, la marge opérationnelle est remontée de 7,55% à 15,87% du chiffre d'affaires entre 2009 et 2010 puis à 18,16% en 2011 (près de 22% du CA si on retraits les dépenses salariales « extraordinaires » et le coût des investissements Internet, contre 21,17% en 2008) ce qui mesure l'important effort de réduction des coûts qui a été effectué en trois ans, sur tous les postes.

Le résultat exceptionnel s'élève à un montant de 2 099 €, contre 7 776 € pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élevait à un montant de 7.776 € en 2010, contre -34 460 € pour l'exercice 2009 et contre 56 116 € pour l'exercice 2008.

Résultats de l'activité de notre principale filiale, progrès réalisés, difficultés rencontrées, évolutions prévisibles et perspectives d'avenir.

Notre entreprise a des charges fixes importantes (loyers, frais de rédaction, juridique, composition et impression des livres et journaux, abonnements divers, comptabilité...) **et peu de charges variables** (affranchissement postal, papier, routage...). Si nous avons pu faire face au fort recul du chiffre d'affaires en 2008 comme en 2009, c'est que nous avons fortement compressé nos charges fixes à partir d'avril 2008, date du changement de la présidence et de la direction générale de l'entreprise. Nous visions 1 million d'euros d'économies annuelles. Ce chiffre a été dépassé. La crise boursière mondiale de septembre 2008 à mars 2009 a eu pour conséquence une sorte de « tétanisation » de la clientèle que nous touchons, dans un contexte général de baisse de l'usage de la presse écrite, notre métier de base, au profit d'Internet, marché sur lequel l'usage commun est de financer une gratuité des « informations » par la publicité des entreprises et des intermédiaires financiers, marché que nous ne visons pas, par souci d'indépendance absolue.

En 2011, les recettes au titres des abonnements à **L'Hebdo Bourse Plus** ont grimpé de +18,74%, celles de la lettre **La Bourse** de +18,74%. Nous avons déjà enregistré en 2010 une reprise de +21,98% des recettes au titre des abonnements de **L'Hebdo Bourse Plus** et de +22,22% au titre des abonnements à la lettre **La Bourse**.

Si la vente de cartes « conseils audiotel » est en hausse de +61,61%, après +7,8% en 2010 sur 2009, il y a eu une hausse de +42,7% (après un recul de -14,02% en 2010 sur 2009) pour les prestations audiotel « sans abonnement » via le **0899 702 999**. L'activité édition de livres est en recul de plus de 74%, mais elle ne représente que 0,54% de notre activité. Nous avons subi une augmentation tarifaire de nos frais d'expédition postale pour **L'Hebdo Bourse Plus** en raison d'un « déciplage » en 2010 par la Commission paritaire, ce qui a eu pour conséquence une augmentation de nos coûts. Cette décision avait été contestée par nous devant le Conseil d'Etat puisque **L'Hebdo Bourse Plus** est un hebdomadaire d'information politique, économique et financière 100% sans publicité. La décision du Conseil d'Etat est intervenue en 2011 et ne nous a pas été favorable.

Des poursuites systématiques sont engagées en ce qui concerne le viol de notre propriété intellectuelle (notamment la diffusion de nos contenus sur des forums Internet). Un accord amiable a été trouvé avec l'auteur d'un de ces détournements, ce qui a rapporté 5.000 € en 2011. La suppression de la divulgation de nos contenus

sans autorisation et sans paiement de droits est un travail de longue haleine qui vise à protéger les intérêts exclusifs de nos abonnés comme ceux de notre entreprise.

Le démarrage de 2012 (bons flux d'abonnements, de réabonnements, audiotel record depuis le krach de septembre-octobre 2008...) permettent de constater une reprise significative de notre activité et **l'effet de levier sur le résultat sera d'autant plus significatif en 2012 que la renégociation de nos contrats fournisseurs à mi-2011 aura des effets en année pleine**. Lors du dernier rapport, nous écrivions : « L'exercice 2011 a toutes chances de rattraper et même de dépasser le chiffre d'affaires constaté en 2008, voire celui de 2007, avec des frais maîtrisés, comme le recul des frais sur invendus pour la distribution chez les marchands de journaux, ce, malgré les hausses récentes du prix du papier et des frais postaux ». **C'est fait**. Dans une conjoncture très difficile pour la presse économique et financière (disparition de La Vie Financière, du Journal des Finances, de Money Week...) et malgré une concurrence déloyale de la part de journaux dont les pertes aggravées sont supportées d'années en années par un conglomérat puissant, nous avançons.

Nous travaillons exclusivement à mériter la fidélité de notre clientèle actuelle et à gagner de nouveaux clients, par la réputation favorable que nous font nos clients.

Votre conseil d'administration a été remodelé récemment en raison de l'installation au Royaume-Uni de notre administratrice Marie Miguet et du travail obtenu chez France Télévisions par votre administrateur François Miguet, ce qui pouvait amener des conflits d'intérêts.

Conclusion

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre conseil quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Le conseil d'administration.

Annexe au rapport de gestion : liste complète des valeurs cotées détenues par MMA, sa filiale QPE ou son principal actionnaire SCTG au 31/12/2011

(N) = achat de 2011, valeur non présente dans les portefeuilles fin 2010.

- Alcatel-Lucent
- Atari ORA
- Air France KLM
- Belier (Le)
- Belvédère
- Bourse Direct
- Derichebourg
- Euro Disney
- Faurecia
- Nicolas Miguet et Associés (pour la SCTG seulement)
- Peugeot
- Recylex
- Spir Communication

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2011

1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE

La société, qui dispose du statut d'entreprise de presse, a pour activités :

- l'édition
 - d'un quotidien : *Le Quotidien de Paris*
 - de deux hebdomadaires : *La Lettre La Bourse* et *L'HebdoBourseplus*
 - de prestations télématiques et audiotel qui leur sont rattachées
- l'activité d'apporteur d'affaires auprès d'un établissement spécialisé en transmission d'ordres de bourse.
- la distribution de livres
- la vente d'espaces publicitaires

2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, étant précisé que les apports reçus de Groupe Nicolas Miguet SA l'ont été à la valeur comptable dans les livres de la société apporteuse à la date de rétroactivité de l'apport. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la base des durées de vie estimées suivant :

• Logiciels	1 an et 3 ans
• Agencements – Installations	5 ans et 10 ans
• Matériel de transport	3 ans et 5 ans
• Matériel informatique	3 ans et 4 ans
• Site informatique	3 ans

- Titres de participation

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, la valeur comptable est comparée à la valeur d'utilité déterminée par référence aux résultats passés et futurs. Une provision est constatée lorsque cette valeur est inférieure.

- Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision est comptabilisée si la valeur de réalisation lui est inférieure.

- Chiffre d'affaires abonnements

*Le chiffre d'affaires sur abonnements est comptabilisé au fur et à mesure des parutions.
Les cartes conseil, non remboursables, sont comptabilisées en produits lors de l'encaissement.*

- Frais de publicité

Les frais de publicité sont comptabilisés aux charges dans l'exercice où ils sont engagés.

- Valeurs mobilières de placement

*Les actions cotées sont comptabilisées à leur prix d'achat et évaluées à la valeur de marché.
Les plus-values latentes y afférentes ne sont pas comptabilisées, et les moins values font l'objet d'une provision pour dépréciation pour chaque ligne de titres concernée, calculée par référence au cours moyen du dernier mois.*

Les SICAV monétaires sont enregistrés à leur coût d'acquisition selon la méthode Premier entré, premier sorti.

3 – LOGICIELS, MARQUES ET FONDS COMMERCIAL

Le poste Logiciels et Marques comprend à hauteur de €. 700 000 la marque La Bourse.

Le fonds commercial comprend notamment un fichier d'abonnés acquis en 1995 pour €. 197 421, un fichier de la société Newsbourse acquis en 2002 pour 28 000 €, le fonds d'exploitation de la Lettre La Bourse reçu en apport en 2003 pour €. 304 898, valeur comptable dans les livres de la société apporteuse ainsi que le fonds de commerce Labourse 3615 acquis en 2007, pour un montant de 30 000 €, ainsi que la marque « LABOURSE » et le nom de domaine LABOURSE acquis en 2008 pour un montant de 1€.

4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

	<i>Solde de Début d'exercice</i>	<i>Acquisitions</i>	<i>Cessions / Mise au rebut/Transfert</i>	<i>Solde de fin d'exercice</i>
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 385 580	15 000		1 400 580
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	8 970		8 970	0
<i>Matériel technique</i>	57 219	5 500		62 719
<i>Installations, Agencements</i>	33 107			33 107
<i>Matériel de Transport</i>	0			0
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	96 121	5 810		101 931
	1 580 997	26 310	8 970	1 598 337

La charge d'amortissements des immobilisations de l'exercice est de 15 432 €.

5- TITRES DE PARTICIPATION

La société détient 1 000 parts représentant 40 % du capital de la société Norac Presse pour un coût d'acquisition de 200 000 €. Aucune provision n'est à constituer sur cette participation, compte tenu des perspectives de sa cession et de ses résultats.

6 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements pour €12 904.

7 - TITRES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2011, le portefeuille est le suivant :

	<u>Valeur Brute</u>	<u>Provision</u>	<u>Valeur nette</u>
<i>Actions Bourse Direct</i>	385	281	104
<i>Actions Derichebourg</i>	98 800		98 800
<i>Actions Belvédère</i>	115 885		115 885
<i>Actions Faurecia</i>	290 156	1 300	288 856
<i>Actions Spir Communication</i>	9 890		9 890
<i>Actions Alcatel Lucent</i>	150 000		150 000
<i>Actions Euro Disney Regpt</i>	16 270		16 270
<i>Actions AIR France KLM</i>	40 700	800	39 900
<i>Actions Peugeot</i>	63 200	1 850	61 350
<i>Actions Belier</i>	27 600	320	27 280
<i>Actions Prestalis</i>	4 100		4 100
<i>ORA Infogrames</i>	58 300	43 941	14 359
<i>OPCVM Fructi -Court</i>	110 241		110 241
	985 527	48 492	937 035

Les plus-values latentes sur le portefeuille s'élèvent à €. 153 419 au 31 décembre 2011.

Les opérations réalisées dans le cadre de la gestion du portefeuille ont dégagé sur l'exercice une perte de €. 213 808, hors variations de provisions.

8 - CAPITAL

Le capital social s'élève à 1 693 405,15 € divisé en 5 291 891 actions de €. 0,32 de valeur nominale unitaire.

9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges, au 31 Décembre 2011, représentent des provisions pour litiges et pour contrôle fiscal (voir note 16).

10 - AUTRES CREANCES

Les autres créances comprennent, à hauteur de €. 1 112 392, des sommes dues par la société mère Nicolas Miguet et Associés SA, et à hauteur de €. 134 458 une consignation auprès du Trésor Public au titre de redressements fiscaux non acceptés (voir note 16).

11 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Toutes les créances et les dettes, à l'exception de la consignation sur le Trésor Public, ont une échéance inférieure à un an.

12 - PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir comprennent principalement des factures clients à établir sur la base des heures de consultation Audiotel du sixième bimestre 2011 et des commissions à recevoir, pour un montant de €. 163 351.

13 - CHARGES A PAYER

Les charges à payer comprennent des factures à recevoir de fournisseurs pour €. 179 860 et des dettes fiscales et sociales pour €. 41 722.

14 - ENTREPRISES LIEES

Les soldes et transactions avec Nicolas Miguet et Associés SA, sont les suivants :

Autres créances	1 112 392
Dettes sur intégration fiscale	119 438
Services facturés (charges)	56 500
Dividendes versés	211 427
Intérêts de comptes courants (produits)	15 649

Durant l'exercice 2011, la société a comptabilisé en charges les prestations rendues par la Société Civile de la Tour Grise, Principal actionnaire de Nicolas Miguet et Associés SA pour un total de €. 909 390 (€. 804 448 en 2010).

15 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance représentent les abonnements restant à servir pour un montant de €. 1 312 632.

16 - PRODUCTION VENDUE

La production vendue comprend les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	31/12/11	31/12/10
	—	—
. Ventes par abonnements et ventes directes au numéro	2 856	1 988
. Ventes en kiosques L'Hebdo Bourseplus	311	332
. Ventes de livres	24	94
. Prestations télématiques	601	402
. Commissions d'apporteur d'affaires	473	227
. Divers	30	23
	-----	-----
	4 295	3 066

17 - IMPOT SUR LES SOCIETES

Depuis l'exercice 2004, la société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de sa société-mère, Nicolas Miguet et Associés.

L'impôt s'analyse comme suit :

	Avant impôt	Impôt courant	Après impôt courant
Résultat courant	607 146	224 050	383 096
Résultat exceptionnel	2 099	-	2 099
Résultat comptable	609 245	224 050	385 195

Des contrôles fiscaux ont porté sur les exercices 1998-1999 d'une part, et sur les exercices 2002-2003 d'autre part. Les redressements constatés ont été portés devant les Tribunaux compétents.

Une provision de €. 188 097 a été constituée. En contrepartie, une consignation de €. 134 458 a été versée au Trésor Public, et un compte titre d'un montant de 110 241 € a été nanti à son profit (voir note 6).

18 - SITUATION FISCALE LATENTE

La situation fiscale latente n'est pas significative.

19 - EFFECTIF MOYEN

L'effectif au 31 Décembre 2011 est de 10 personnes.

20 - REMUNERATION DU DIRIGEANT ET DES ADMINISTRATEURS

Le mandataire social, ainsi que les trois autres administrateurs, ont perçu des jetons de présence à hauteur de €. 10 000.

21- ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Ces engagements ne sont pas significatifs.

22 – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Au 31 décembre 2011, des actions ont été acquises en règlement différé pour un montant total de 165 942 € et un compte titres a été nanti au bénéfice du Trésor Public pour 110 341€.

La société Belvédère SA a accordé, le 6 janvier 2011, à notre société une option d'achat (call) portant sur 50 000 actions d'autocontrôle exerçable jusqu'au 30 juin 2012 au prix de 40 € l'action.

Dans l'intervalle, la société Belvédère SA a été placée en règlement judiciaire.

23 – SOCIETE MERE

Le capital de la société est détenu à 99.89 % par Nicolas Miguet et Associés SA dans le périmètre de laquelle notre société est consolidée. Ce pourcentage est resté inchangé en 2011.